

Éducation du peuple, trahison du peuple ?

Mathias Gardet

► **To cite this version:**

Mathias Gardet. Éducation du peuple, trahison du peuple?. textes réunis par Jacques Prévotat. Éducation populaire: initiatives laïques et religieuses au XXe siècle, 28, Revue du Nord, p. 71-80, 2012, Revue du Nord Collection Histoire, 978-2-9538216-5-9. hal-02965598

HAL Id: hal-02965598

<https://hal-univ-paris8.archives-ouvertes.fr/hal-02965598>

Submitted on 13 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Éducation du peuple, trahison du peuple ?

par Mathias Gardet, historien, PR en sciences de l'éducation, université de Paris 8

Contribution au colloque « Education populaire : initiatives laïques et religieuses au XX^e siècle » organisé par l'Université de Lille 3 avec le concours de l'institut universitaire de France, l'Université Paris XII-Val-de-Marne, l'institut Jean-Baptiste Say, les archives départementales du Val-de-Marne et l'Institut Marc Sangnier. Publiée dans *Education populaire : initiatives laïques et religieuses au XX^e siècle*, Lille, *Revue du Nord*, n°28, 2012, p. 71-80

L'abondance des travaux sur l'histoire de l'éducation populaire mais aussi parfois leurs effets de surenchère et leurs lacunes, me conduit à tenter une lecture en surplomb des intentions, du public visé, des méthodes employées et des effets attendus des principaux mouvements se revendiquant ou étant reconnus comme fondateurs dans ce domaine au tournant du XX^e siècle. Malgré le risque de forcer le trait et les nuances indispensables à porter à mes propos (en suivant une chronologie, des monographies et des biographies plus fines de ce réseau multiforme dans lequel s'inscrit l'éducation populaire), je souhaite insister sur trois ambiguïtés de fond qui me semble traverser la majorité des acteurs et des initiatives prises dans ce secteur à cette période.

Peuple fantasmé des villes et masses paysannes

Le premier constat est que le « peuple » de référence que vise à atteindre la plupart de ces expériences et qui cristallise le sentiment d'urgence et les peurs sociales est un peuple urbain et ouvrier. Cette focalisation ne peut manquer de surprendre dans une France qui, à la différence de l'Angleterre, restera pour de très longues années un pays à dominante rurale, les couches populaires de la population étant très majoritairement paysannes. L'ampleur réelle de l'exode vers les grandes villes et la concentration d'une main d'œuvre ouvrière permanente à proximité des usines est totalement disproportionnée à l'image apocalyptique qui en est véhiculé en cette fin du XIX^e siècle. Et pourtant la fameuse « question sociale » qui émerge à cette période est bien centrée sur la question ouvrière et est alimentée par la très forte visibilité qu'acquiert ce secteur de la population encore très minoritaire, avec l'apparition de grandes centrales syndicales, de manifestations au caractère ostentatoire et de nombreux courants politiques qui en font l'acteur majeur des transformations sociales. Preuve en est la fameuse encyclique *Rerum Novarum* du Pape Léon XIII en 1891 qui, dans son appel à l'engagement temporel de l'Eglise et à la mobilisation des catholiques laïcs autour de la question sociale, se centre uniquement sur les conditions de vie du prolétariat urbain :

« La soif d'innovations qui depuis longtemps s'est emparée des sociétés et les tient dans une agitation fiévreuse devait, tôt ou tard, passer des régions de la politique dans la sphère voisine de l'économie sociale. En effet, l'industrie s'est développée et ses méthodes se sont complètement renouvelées. Les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés. La richesse a afflué entre les mains d'un petit nombre et la multitude a été laissée dans l'indigence. Les ouvriers ont conçu une opinion plus haute d'eux-mêmes et ont contracté entre eux une union plus intime. Tous ces faits, sans parler de la corruption des mœurs, ont eu pour résultat un redoutable conflit. [...] Le problème n'est pas aisé à résoudre, ni exempt de péril. Il est difficile, en effet, de préciser avec justesse les droits et les devoirs qui règlent les relations des riches et des prolétaires, des capitalistes et des travailleurs. D'autre part, le problème n'est pas sans danger, parce que trop souvent d'habiles agitateurs cherchent à en dénaturer le sens et en profitent pour exciter les multitudes et fomenter les troubles. Quoi qu'il en soit, Nous sommes persuadés, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces,

venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritées. »

Une grande partie des initiateurs de mouvements d'éducation populaire sont des citoyens, issus de milieux bourgeois ou même plus aisés, habitant donc les beaux quartiers, qui vivent avec stupeur à leur échelle la modification du paysage urbain des grandes agglomérations avec l'extension des faubourgs puis des banlieues à la périphérie. Les fiches individuelles proposées par le dictionnaire biographique des militants de l'éducation populaire de Geneviève Poujol et Madeleine Romer¹ est exemplaire à cet égard, si l'on parcourt les itinéraires de Marie-Jeanne Bassot, Léon Bourgois, Ferdinand Buisson, Léonie Chaptal, Apolline de Gourlet, Charles Guieysse, Frédéric Le Play, Albert de Mun, Edouard Petit, Marc Sangnier, Gabriel Séailles, Max Turmann, Jean Viollet², pour ne prendre que les plus connus. Cette croissance urbaine, bien que mesurée si on la compare à des pays comme l'Angleterre, est vécue comme une explosion incontrôlée échappant aux cadres traditionnels de recensement comme les paroisses, qui doivent à leur tour effectuer un véritable remembrement pour cerner de plus près les nouvelles données démographiques et sociologiques :

« Autour du Paris central, du Paris des affaires, avec ses belles églises et ses nombreux couvents, il s'est formé un pays païen, une vraie Chine. La majorité de la population des faubourgs ne professe plus aucun culte ; le tiers des enfants n'est plus baptisé : les enterrements civils et les unions irrégulières se multiplient. [...]. Beaucoup d'âmes, le plus grand nombre peut-on dire, échappent au clergé de paroisses, parce qu'une trop grande distance l'en sépare. Ce serait, par exemple, demander l'héroïsme, que d'exiger de gens, déjà peu instruits, de faire vingt minutes de chemin pour se rendre le dimanche à la messe. [...] Les faubourgs de Paris sont devenus un pays de mission »³.

Les universités populaires, les bourses du travail, les maisons sociales, les bibliothèques populaires, les patronages, les cours du soir, les lectures publiques, les différents cercles (comme ceux du Sillon et de la Ligue de l'enseignement) sont avant tout et surtout des expériences initiées dans les quartiers populaires des principales villes du pays. Si certains de ces mouvements connaissent des extensions dans les campagnes, ces dernières sont beaucoup moins médiatisées. Le personnage principal au cœur de ces différentes initiatives, celui qui fait débat, celui que l'on cherche à éduquer, à moraliser, à encadrer, reste avant tout l'ouvrier, ou le jeune apprenti ou bien encore les enfants de ces derniers. C'est indéniablement le cas par exemple de l'ouvrage rédigé par le catholique Max Turmann qui dresse un premier panorama de *L'éducation populaire* en 1900⁴, dans lequel le mot paysan n'est pas prononcé une seule fois alors que celui d'ouvrier devient un véritable leitmotiv.

Ce déséquilibre dans la promotion et la visualisation entre les expériences urbaines et celles menées en milieu rural est tellement fort, qu'il s'est répercuté dans la production historiographique sur ces sujets. Les archives, les traces sont ainsi beaucoup plus abondantes et bavardes sur les premières que sur les secondes et les travaux historiques sont encore peu nombreux à avoir réussi à pister, à reconstituer et à mesurer l'impact réel de l'éducation populaire dans les campagnes. Certaines des initiatives recensées comme faisant partie des bastions de l'éducation populaire sont considérées d'ailleurs comme totalement inadéquates ou inutiles pour les petits ruraux. C'est le cas par excellence des colonies de vacances qui, s'appuyant sur les théories hygiénistes de l'époque, ont pour but de faire boire un grand bol d'air aux enfants souffreteux des grandes villes ; une cure de plein air qui est considérée comme se faisant tout

1. Geneviève Poujol, Madeleine Romer, *Dictionnaire biographique des militants XIX^e-XX^e siècles. De l'éducation populaire à l'action culturelle*, Paris, L'Harmattan, 1996.

2. Il ne faut pas oublier cependant les parcours atypiques de promoteurs de certains mouvements comme Georges Delherme ou Jean Macé qui, tout en étant aussi des citoyens, sont issus de milieux populaires.

3. Prospectus de l'œuvre ouvrière de Notre-Dame du Rosaire, vers 1902, Mathias Gardet, « Le territoire des œuvres, 1901-1913 », *Jean Viollet et l'apostolat laïc*, Paris Beauchesne, 2005, pp. 129-145.

4. Max Turmann (1866-1943), professeur à l'université catholique de Fribourg, proche du Sillon, *L'éducation populaire. Les œuvres complémentaires de l'école*, Paris, Librairie Victor Lecoffre, 3^e édition, 1907, 426 p.

naturellement pour leurs homologues de la campagne de par leur cadre de vie. Il est ainsi sidérant de constater avec quelle minutie obsessionnelle les conditions de vie des enfants du prolétariat urbain sont décrites, faisant appel à des techniques d'enquête et d'observation sociologique très poussées, ne négligeant aucun détail, alors que celles des petits paysans sont totalement idéalisées, se référant à une utopie rousseauiste des bienfaits de la nature, sans tenir compte des réalités de la vie rurale, souvent tout aussi misérables. Les politiques de placement rural pratiquées à cette même époque par les services de l'Assistance publique, les tribunaux ou les sociétés de patronage privées participent de ce même aveuglement en argumentant de façon tout à fait utopiste sur la possible réforme ou sauvetage des petits citadins abandonnés par leur famille ou considérés en danger moral par la seule transplantation géographique dans des zones rurales⁵. Comme si les familles paysannes d'accueil, en manque de bras, allaient les recevoir comme des enfants prodiges ; comme si ces enfants du pavé parisien allaient soudain découvrir les joies de la nature, alors qu'ils sont souvent taillables et corvéables à merci et se retrouvent à vivre dans des conditions économiques et sanitaires tout aussi précaires. Mais, autant le petit vagabond qui traîne dans les rues de la capitale à l'image d'un Gavroche concentre toutes les peurs et fait l'objet de toutes les attentions sous forme de rapports, essais et thèses qui cherchent à en remédier le fléau⁶ ; autant le petit flâneur et braconnier des champs laisse relativement indifférent.

Deux discours aux antipodes

Cette cristallisation de la résolution de la question sociale autour de l'amélioration des conditions de vie du peuple ouvrier ne veut pas dire pour autant symbiose avec leurs revendications. Malgré les fortes concordances de dates, déjà soulignées par Geneviève Poujol⁷, entre mouvement ouvrier et mouvement de l'éducation populaire, il s'agit sauf exceptions non seulement d'une évolution parallèle, mais aussi de deux messages totalement antinomiques. Alors que les principales organisations ouvrières sont largement dominées à l'époque par le concept de la lutte des classes, certains appels n'hésitant pas à inviter le prolétariat des grandes villes à des solutions violentes ou extrêmes comme les attentats à la bombe ou la grève générale ; les tenants de l'éducation populaire prônent au contraire la paix et la concorde sociales, invoquant par tous les moyens la rencontre entre personnes de milieux sociaux très différents afin d'arriver à cette entente. Le discours du Pape Léon XIII, reconnu comme une des principales références pour les mouvements d'éducation populaire d'inspiration chrétienne, se positionne ainsi très explicitement à l'encontre de la lutte des classes, invitant tout un chacun à accepter sa condition « naturelle » et prônant l'union et la réconciliation. La réception d'un tel discours (prononcé en 1891 deux ans après la II^e Internationale) dans les milieux ouvriers pose question :

« Les socialistes, pour guérir ce mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre les riches. [...] Le premier principe à mettre en avant, c'est que l'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible, dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau. Sans doute, c'est là ce que poursuivent les socialistes. Mais contre la nature, tous les efforts sont vains. C'est elle, en effet, qui a disposé parmi les hommes des différences aussi multiples que profondes ; différences d'intelligence, de talent, de santé, de force ; différences nécessaires d'où naît spontanément l'inégalité des conditions. Cette inégalité d'ailleurs tourne au profit de tous, de la société comme des individus. La vie sociale requiert dans son organisation des aptitudes variées et des fonctions diverses,

⁵. Bruno Carlier, *Sauvageons des villes, sauvageons aux champs. Les prises en charge des enfants délinquants et abandonnés dans la Loire (1850-1950)*, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2006, 460 p. ; Christain Carlier, *La prison aux champs. Les colonies d'enfants délinquants du nord de la France au XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'Atelier, Collection "Champs pénitentiaires", 1994, 735 p.

⁶. Jean-Jacques Yvrol « Vagabondage des mineurs et politique pénale en France de la Restauration à la République des Duc », *Les âmes mal nées. Jeunesse et délinquance urbaine en France et en Europe (19^e-21^e siècles)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009 ; « De Delacroix à Poulbot, l'image du gamin de Paris », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, Numéro 4, 2002.

⁷. Geneviève Poujol, « Mouvement ouvrier et mouvement de l'éducation populaire », dans *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, Paris, Les éditions ouvrières, 1981, pp.19-21.

et le meilleur stimulant à assumer ces fonctions est, pour les hommes, la différence de leurs conditions respectives. [...] L'erreur capitale, dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une affirmation à ce point déraisonnable et fausse que la vérité se trouve dans une doctrine absolument opposée. Dans le corps humain, les membres malgré leur diversité s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et que l'on pourrait appeler symétrique. Ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté. Au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes ont à leur disposition des moyens admirables et variés. [...] Et d'abord tout l'ensemble des vérités religieuses, dont l'Eglise est la gardienne et l'interprète, est de nature à rapprocher et à réconcilier les riches et les pauvres, en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels et, avant tous les autres, ceux qui dérivent de la justice. L'obéissance à ces lois, Nous le demandons, ne suffirait-elle pas à elle seule pour faire cesser tout antagonisme et en supprimer les causes ? L'Eglise, toutefois, instruite et dirigée par Jésus-Christ, porte ses vues encore plus haut. Elle propose un ensemble de préceptes plus complet, parce qu'elle ambitionne de resserrer l'union des deux classes jusqu'à les unir l'une à l'autre par les liens d'une véritable amitié. »

C'est dans ce même esprit du rapprochement physique entre les milieux sociaux que se développent à partir de 1896 les maisons sociales, ancêtres des centres sociaux actuels. C'est en s'inspirant de l'expérience des *Settlements* anglais, et en particulier de celle de Toynbee Hall dans l'est de Londres⁸, que la première maison est installée dans le quartier populaire de Popaincourt à Paris, animée par des résidentes sociales :

« Ces résidentes sont des jeunes filles ou des femmes du monde qui se sont vouées à l'assistance sociale, et qui portent au peuple, dans une personnalité souvent jeune, charmante, imprégnée d'habitudes élégantes, tout leur dévouement... [...] Des hommes du monde, des jeunes gens forment aussi le groupe des auxiliaires. La maison ainsi constituée est bien sociale puisque sa famille est aussi vaste que le quartier et que toutes les classes s'y rencontrent. Les settlements avaient déjà utilisé pour l'Angleterre et l'Amérique ces contacts désirés ; chez nous comme là-bas, le souci de l'ouvrier, la volonté de dissiper les malentendus qui s'élèvent comme montent les brouillards entre les pauvres et les riches, ont dicté le même effort. »

C'est sans doute la force de cette philosophie de l'acceptation, cette utopie de l'harmonisation, cette idéologie du progrès dans la tranquillité qui a pu séduire les gouvernements, qui se sont succédés, et surtout les interlocuteurs municipaux¹⁰.

Il en va de même pour les deux projets antagonistes que sont les Universités populaires d'une part et les Instituts populaires d'autre part. Les premières étudiées par Lucien Mercier¹¹, affirment ainsi que la réconciliation entre les classes sociales dépendrait de la bonne volonté des uns et des autres, échappant aux contraintes de la structure économique et politique de la société : « Nous sommes tous des égaux volontaires » préconise la Société des universités populaires, devise devenu un leitmotiv pour les différentes expériences locales. Le tandem à la tête du mouvement incarné par Georges Delherme, issu d'une famille d'ouvriers typographes, lui-même ouvrier dans les métiers du bois puis typographe, autodidacte et ancien anarchiste, et Gabriel Séailles, issu d'une famille de médecins, normalien, agrégé de philosophie et professeur à la Sorbonne, symbolise tous les possibles de cette alliance interclasse :

⁸. Jacques Carré (sous la dir. de), *Les visiteurs du pauvre : anthologie d'enquêtes britanniques sur la pauvreté urbaine : XIXe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2000, 259 p.

⁹. Mme la baronne de Piérard, « La maison sociale », communication faite à la Société d'économie sociale, séance du 15 janvier 1906, extrait de *la Réforme sociale*, 16 mars 1906, pp. 1-2

¹⁰. Mathias Gardet, Françoise Tétard, « Une idéologie qui résiste au temps. Des refuges de la paix sociale », dans *Les centres sociaux 1880-1980. Une résolution locale de la question sociale ?*, Lille Septentrion, 2004, pp. 157-160

¹¹. Lucien Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. Education ouvrière et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Les éditions ouvrières, 1986, 188 p.

« Notre éducation sera cordiale. Ce qui fera sa force, sa fécondité, sa puissance de pénétration, c'est que, dans nos universités, le peuple sera chez lui, en famille, avec des amis sincères. Nous irons à l'âme. Notre enseignement sera vivant. Nous pénétrons le peuple dans ses plaisirs, dans ses travaux, dans ses souffrances. [...] C'est en faisant plus de justice que nous établirons la concorde sociale¹². »

Cette philosophie est reprise par la Fondation universitaire du 151 rue de Belleville créée en 1899 à l'initiative de M. Tannery, sous-directeur de l'école normale supérieure et de l'ancien normalien Jacques Bardoux, devenu avocat :

« Jetons les bases d'une nouvelle et féconde alliance ! En réunissant nos efforts, en travaillant à développer nos pensées et à élargir nos cœurs, nous effacerons peu à peu les séparations artificielles des classes ; nous diminuerons leur hostilité passagère ; nous préparerons une époque meilleure, plus paisible et plus fraternelle, dont nous verrons bientôt l'aube s'élever à l'horizon !¹³ »

Marc Sangnier à son tour, tout en critiquant l'œuvre des universités populaires qu'il qualifie de « tentative des intellectuels pour pénétrer jusqu'au peuple » ou de « mainmise de leur esprit sur les masses » reconnaît l'utilité et l'efficacité de leur intention première :

« Ils ont compris – et l'histoire de ces dernières années le leur a montré avec une terrible évidence – que la nation risquait d'être contre eux si elle n'était pas avec eux, et il leur est apparu que l'œuvre urgente, l'œuvre primordiale, c'était la conquête de la démocratie ; aussi, sans perdre un instant, se sont-ils mis résolument à l'ouvrage ; comment ne pas admirer et leur clairvoyance et leur activité ?¹⁴ »

Marc Sangnier invite alors les catholiques à s'inspirer de ce modèle pour créer des Instituts populaires se voulant concurrents, reprenant en amont, grâce à la méthode des cercles d'études, cette idée de la nécessité de désamorcer les tensions de classes, rendues d'autant plus palpables avec les nouvelles règles électorales de la III^e République :

« L'éducation sociale du peuple s'impose à l'attention des catholiques, parce que :

1 – Tout citoyen étant électeur, un électeur pour bien voter doit être instruit

2 – Cette éducation se fera sans nous ou avec nous. Si elle se fait sans nous, elle se fera contre nous.¹⁵ »

Rien d'étonnant alors à ce que certaines fractions du mouvement ouvrier s'attaquent avec virulence à ces initiatives, comme c'est le cas par exemple du Parti ouvrier français représenté notamment par Paul Lafargue (gendre de Karl Marx) ou Jules Guesde :

« Que les bourgeois qui s'intéressent aux universités populaires en aient conscience ou non, ce mouvement est un essai de captation intellectuelle de la classe ouvrière et une tentative pour donner à l'idéologie bourgeoise une nouvelle prise sur le cerveau ouvrier. »

« Les Universités populaires ont autant d'importance que l'œuvre des petits teigneux. C'est avec de pareilles inventions qu'on amuse le peuple.¹⁶ »

Éducation du peuple ou éducation populaire des élites ?

Malgré les appellations et les déclarations d'intention, la motivation principale de la plupart des mouvements n'est pas l'éducation des masses, mais est plutôt centrée sur la formation d'un

¹². Discours de Georges Delherme publié dans *La grande revue*, 1^{er} mars 1899, cité par Max Turmann, *L'éducation populaire...*, *op. cit.*, p. 34

¹³. Appel de la Fondation universitaire de Belleville daté de 1899, cité dans Max Turmann, *L'éducation populaire...*, *op. cit.*, p. 41-42

¹⁴. Marc Sangnier, *Les catholiques et l'éducation du peuple. Les universités populaires*, extrait de l'Association catholique, Paris, Rondelt et Cie, 1900, p. 12.

¹⁵. « Le cercle d'études. Son but, sa méthode, son esprit », document non daté (vers 1900-1901 ?), archives de l'Institut Marc Sangnier.

¹⁶. Déclaration de Paul Lafargue et de Jules Guesde prononcées respectivement en 1899 et 1900, citées dans Lucien Mercier, « La remise en cause des intellectuels », *op. cit.*, p. 107.

certain levain susceptible de lever les masses. Les méthodes employées et le contenu d'une grande partie des initiatives d'éducation populaire sont réservés de fait à une élite, même si certains événements organisés peuvent avoir un auditoire plus large. Qui dit public populaire invité à assister à des événements ponctuels comme des lectures, des conférences, des débats contradictoires ou des spectacles, ne veut pas dire initiation ou instruction, qui présuppose un minimum de fidélité, d'assiduité et de graduation dans l'apprentissage. Ces manifestations font plutôt penser à des harangues à la foule dans un but de propagande ou de prosélytisme, le véritable enjeu éducatif étant focalisé sur ceux qui sont désignés, appelés pour porter le message¹⁷. Le noyau constitutif de mouvements comme la Ligue de l'enseignement ou le Sillon est ainsi le cercle ou le cercle d'études, qui par tradition¹⁸ et comme son nom l'indique est une forme de sociabilité réservée à un nombre restreint de personnes, suivant une formation intensive. Reste à mesurer si ces mouvements ont contribué à constituer de nouvelles élites. Autrement dit, est-ce une partie du « peuple » que l'on cherche à former, à élever à la condition d'élite, même dans son propre milieu (une idée que l'on retrouvera plus tard par exemple dans l'action catholique spécialisée : l'apostolat du semblable par le semblable) ou n'est-ce pas plutôt une élite déjà constituée, dont on veut perfectionner la formation, en cherchant à lui inculquer une notion de terrain, à lui donner une meilleure connaissance du « peuple », qu'elle sera amenée à diriger en tant que futurs cadres politiques, sociaux et religieux de la nation ? L'impact social d'un mouvement comme le Sillon, malgré les nombreux travaux historiques, est encore difficile à évaluer, d'autant que les déclarations de Marc Sangnier, son fondateur, entretiennent une grande ambiguïté sur ses objectifs :

« Combien de jeunes catholiques qui n'ont ni le temps ni le goût de se consacrer exclusivement à une œuvre, seraient fort heureux pourtant de parler devant un auditoire populaire ? Et nous savons par expérience combien sont nombreuses à Paris les bonnes volontés toutes prêtes à s'offrir, soit pour faire des conférences avec projections, soit pour organiser des lectures populaires ou des auditions musicales. Quel bienfait ne retireraient pas de leur concours volontaire ces collaborateurs de l'enseignement populaire, s'ils arrivaient ainsi à entrer bientôt en contact cordial et fraternel non pas tant encore avec la masse de leurs auditeurs, ce qui serait vraiment difficile, qu'avec le petit groupe ouvrier, élite active et agissante, véritable noyau vivant autour duquel se ferait tout le large travail d'apostolat.¹⁹ »

Il en va de même pour le mouvement des universités populaires malgré son concept de « Coopération des idées », une sorte d'éducation réciproque, de troc reposant sur un échange entre savoir et savoir faire. Il serait en effet bien illusoire de penser que les intellectuels bourgeois ayant accepté d'y faire des conférences, « d'exposer leur pensée devant le peuple », soient venus en échange à la quête d'un apprentissage pratique en plomberie, menuiserie ou maçonnerie. Les programmes des universités populaires, constitués essentiellement de conférences sur des questions scientifiques, morales, littéraires, artistiques, économiques et sociales, pourraient apparaître comme des échanges à sens unique si ce n'était la dimension politique de s'adresser à un auditoire qui ne soit pas uniquement composé de ses pairs. Cette apprentissage à la prise de parole pour s'affronter à un public, peut devenir un art de la controverse et se retrouve dans une manifestation très prisée à l'époque, qui demandait un certain entraînement : les conférences publiques et contradictoires. Il s'agissait de véritables joutes oratoires confrontant deux adversaires aux opinions opposées. Ces événements sont souvent promus par des cercles socialistes ou anarchistes et dans le contexte du début du siècle un grand nombre des thèmes retenus tourne autour des questions de laïcité et de la liberté de culte²⁰.

Mais les universités populaires ne se limitent pas à ces conférences grand public, elles cherchent de part leur alliance avec les Bourses du travail à constituer des groupes d'études plus restreints et

17. Geneviève Poujol, *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 1996, 190 p.

18. Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise, 1810-1848. Etude d'une mutation de sociabilité*, Paris, EHESS, 1977.

19. Marc Sangnier, *Les catholiques et l'éducation du peuple... op. cit.*, p.24

20. Mathias Gardet, *Jean Viollet et l'apostolat laïc, op. cit.*, pp. 157-164

ainsi de contribuer à « L'éducation syndicale, politique, sociale en un mot, du peuple, de faire des administrateurs intègres et éclairés des coopératives et des syndicats et de former ainsi une puissante élite prolétarienne, noyau vivant de la future société.²¹ » Cette complémentarité voulue avec les Bourses du Travail, qui ne s'établit pas sans méfiance de la part de cette dernière, ne peut en effet se construire à grande échelle. Si les fondateurs des Bourses du travail cherchent à renforcer la formation des cadres syndicaux, ils considèrent en revanche les initiatives qui offrirait tous azimut des formations techniques d'appoints aux ouvriers comme un marché de dupes :

« Les résultats matériels produits par ces divers moyens de diffusion des connaissances utiles, on les devine et nous ne tenterons même pas de les indiquer ; mais quels résultats moraux ont-ils déterminés ? Quelles en ont été les conséquences économiques ? Voilà ce que se demandèrent les Bourses du travail dans le congrès qu'elles tinrent à Rennes [1898]. Si l'instruction générale, en effet, est en toute occurrence de nature à épurer les sentiments de l'homme, le perfectionnement technique, au contraire, pourrait en l'état de lutte créé par les difficultés de l'existence, ne servir qu'à aiguïser son penchant, d'ailleurs excusable, à l'égoïsme ; et, dans ce cas, les Bourses du Travail joueraient un rôle de dupes, qui, retrouvant contremaîtres ou sous-entrepreneurs leurs anciens élèves, continueraient à se façonner des adversaires de leurs intérêts ».

Pour ne pas devenir « une pépinière de contremaîtres et de surveillants », une motion du congrès de Rennes propose alors d'exclure de l'enseignement organisé au sein de ces dernières les apprentis pour le réserver aux ouvriers adultes ou aux jeunes gens déjà entrés dans l'atelier ou dans l'usine, ceux capables de « rester en communion de principes avec leurs compagnons.²² » L'éducation du peuple serait-elle sinon une éducation à la trahison ?

Le décalage entre les représentations d'un peuple souvent mythifié et la réalité sociologique des couches populaires, le clivage encore plus profond entre l'idéologie de la lutte des classes transcendée par les organisations ouvrières et la philosophie de réconciliation sociale invoquée par les mouvements d'éducation populaire, le grand écart entre les velléités d'éduquer le peuple (que l'on retrouve par exemple dans le projet d'instruction publique) et la volonté d'encadrer les masses en formant une petite élite susceptible d'agir comme un levain, sont, me semble-t-il, les trois ambivalences autour desquelles vont devoir se construire les différentes initiatives menées dans ce domaine au cours du XX^e siècle, au risque souvent de l'asphyxie²³.

²¹. Déclaration de Georges Delherme cité dans Lucien Mercier, *op. cit.*, p.20

²². Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, Paris, Phénix éditions, reprise de l'édition de 1946, pp. 196-197.

²³. Guy Brucy, Françoise Laot, Emmanuel de Lescure (sous la dir. de), *Mouvement ouvrier et formation. Génèses : de la fin du XIX^e siècle à l'après Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2009, 150 p.